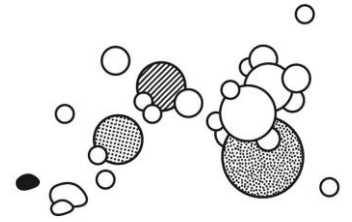


Social Infrastructure in The (Post-)Covid City



Les infrastructures sociales se comprennent comme des espaces bâtis et des équipements accueillant la vie communautaire ou l'expérience publique de la ville, à travers l'offre d'un type spécifique de bien social (éducation, culture, loisirs, alimentation, santé, sport, *empowerment*, etc.) Quelle que soit leur fonction principale (centre communautaire, bibliothèque publique, marché couvert, piscine communale, etc.), ce sont des lieux où des valeurs d'ouverture, telles que l'inclusion sociale et l'hospitalité urbaine, prennent une signification concrète et pratique, faisant également des infrastructures un vecteur de démocratie (Klinenberg, 2018).

Si les « Maisons du peuple », « Palaces for the people » ou « Centros civicos », en tant que formes majeures et idéalisées de l'infrastructure sociale, ont structuré l'imaginaire de l'urbanisme progressiste de la première moitié du 20^{ème} siècle, des tendances ultérieures (économie post-fordiste, périurbanisation, individualisme, politiques urbaines néolibérales, privatisations) ont pu affaiblir leur ambition, leur signification et leur attrait. Cependant, le fait que les infrastructures sociales soient apparues comme un facteur clé pour les populations urbaines les plus fragiles, dans le contexte de récentes crises économiques ou environnementales (Klinenberg, 2002), a rappelé leur importance, et a ramené des notions comme celles de « tiers lieu » (Oldenburg, 2000), de « welfare space » (Munarín et Tosi, 2014) ou d' « enclave inclusive » (Berger & Moritz, 2018) sur le devant de la scène dans nombre de grandes villes.

La crise sanitaire actuelle, et la peur des contacts étroits dans des espaces fermés qu'elle entraîne, présente un défi différent. Quelles sont et quelles seront ses conséquences pratiques sur les infrastructures sociales existantes et futures, sur les publics qu'elles accueillent, les politiques qui les promeuvent et les financements qui les soutiennent ? La pandémie Covid-19 annonce-t-elle une crise majeure des espaces communautaires et des équipements sociaux de proximité, voire de nos « intérieurs publics » (Pimlott, 2007 ; 2016) ? Ou invite-elle à reconsidérer leur fonction, leur utilisation, leur conception, leur aménagement ? Si ces lieux sont effectivement d'une importance « infrastructurelle » pour une société urbaine, quelles autres conséquences indirectes doit-on redouter et anticiper ? L'infrastructure sociale peut-elle se réinventer face à la pandémie, grâce à des solutions basées sur la technologie, le *design*, le comportement social, le mode de gestion, ou par l'utilisation d'espaces virtuels en ligne ?

L'objectif de ce séminaire est d'explorer ces problèmes sous différents angles disciplinaires avec l'aide des meilleurs spécialistes, qu'ils soient analystes ou praticiens, afin de formuler des hypothèses solides et des perspectives concrètes pour une politique d'infrastructure sociale qui serait à la fois socialement pertinente et matériellement appropriée pour la ville (post-)Covid.

References

- BERGER M. AND MORITZ B., 2018, « Inclusive Urbanism As Gatekeeping », in M. Berger, B. Moritz, L. Carlier and M. Ranzato (Eds), *Designing Urban Inclusion*, Brussels, Metrolab Series.
- KLINENBERG E., 2002, *Heat Wave. A Social Autopsy of Disaster in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press.
- KLINENBERG E., 2018, *Palaces for The People*, New York, Crown.
- MUNARIN S. and TOSI C.M., 2014, *Welfare Space. On the Role of Welfare Policies in the Construction of the Contemporary City*, Trento-Barcelona, LIST-Lab.
- OLDENBURG R., 2000, *Celebrating the Third Place*, New York, Marlowe and Co.
- PIMLOTT M., 2007, *Without and Within. Essays on Territory and the Interior*, Episode.
- PIMLOTT M., 2016, *Public Interior as Idea and Project*, Rotterdam, Jap Sam.